ASSEMBLÉE NATIONALE

11 mars 2015

SANTÉ - (N° 2302)

Adopté

AMENDEMENT

N ° AS103

présenté par
Mme Pinville et M. Véran, rapporteur

ARTICLE 11

Après l'alinéa 2, insérer l'alinéa suivant :

« 1° bis À l'avant-dernier alinéa de l'article L. 1334-1, les mots : « et des familles » sont remplacés par les mots : « , des familles et, le cas échéant, des femmes enceintes » ; ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les enfants en bas âge sont une cible particulière du saturnisme : ils ingèrent plus facilement du plomb en portant leur main à la bouche, leur coefficient d'absorption digestive est élevé et leur système nerveux est encore en développement.

Mais cette maladie touche également les femmes enceintes. Comme le rappellent les auteurs du rapport *Intoxication par le plomb de l'enfant et de la femme enceinte – prévention et prise en charge médico-sociale* (2003) une imprégnation importante peut avoir des conséquences sur le développement de l'enfant : interruptions médicales de grossesses, retard de croissance intra-utérin.... La femme enceinte doit, préalablement à toute mesure de suivi et de prise en charge, être soustraite au risque d'exposition du plomb dès la connaissance du risque, recommandent ces auteurs.

L'article L. 1334-1 du code de la santé publique prévoit que, dans le cas où l'enquête sur l'environnement du mineur met en évidence la présence d'une source d'exposition au plomb susceptible d'être à l'origine de l'intoxication du mineur, le directeur général de l'agence régionale de santé prend toutes mesures nécessaires à l'information des professionnels de santé concernés et des familles, qu'il incite à adresser leurs enfants mineurs en consultation auprès d'un médecin.

Il n'est pas précisé que les femmes enceintes doivent bénéficier d'une information particulière. Tel est l'objet du présent amendement.